Seuil de non-imposition abaissé de 8 000 à 5 000 euros annuels.

Nouvelle taxe sur l'immobilier.

Nouvelles privatisations.

- Sixième plan d'austérité février 2012

Baisse de 22 % du salaire minimum (ramené à 586 euros brut sur quatorze mois).

Suppression de 15 000 emplois dans la fonction publique.

Nouvelle diminution des pensions de retraite et dans les salaires des fonctionnaires.

Réduction du budget de la sécurité sociale et de l'armée.

Privatisations de quatre entreprises d'Etat.

- Septième plan d'austérité novembre 2012

Augmentation de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans.

Baisse de certaines pensions de retraite.

Réduction des salaires du secteur public.

Dérégulation des marchés du travail et des services.

- Huitième plan d'austérité janvier 2013

Hausse de l'imposition des professions libérales.

Hausse de l'imposition pour les salariés gagnant plus de 21 000 euros par an.

Soumission des armateurs à l'impôt pour la première fois depuis 1953.

Le coût social et humain des plans de sauvetage de la troïka

Naturellement, les chiffres seuls ne peuvent pas rendre compte dans sa réalité crue de l'étendue du désastre économique et social engendré par les thérapies de choc administrées conjointement par les «institutions» de Washington, Bruxelles et Berlin. Pourtant certaines statistiques, en dépit de leur froideur, parlent d'elles-mêmes : «Le PIB s'est contracté d'un tiers. Ceux qui n'ont pas perdu leur travail gagnent 50% de moins.

Trois millions de Grecs ne bénéficient d'aucune couverture sociale. Un quart de la population et plus de la moitié des jeunes sont au chômage, pour beaucoup depuis le début de la crise… Dans le secteur public, 75 000 postes ont été supprimés entre fin 2012 et début 2013.

Dans le secteur de la santé, le budget a été amputé de près de 50%. Les soins de santé n'étant plus remboursés par la sécurité sociale, les patients renoncent complètement à se soigner…»

Sans parler des coupes sombres dans les budgets de l'éducation, les programmes de formation, de la recrudescence de fléaux tels que le sida, la réapparition du paludisme et des vagues de «retraités, commerçants ou chômeurs poussés au suicide par la politique de la troïka, 10 000 suicides en quatre ans».[3] Comment en est-on arrivé là ?

La construction du cas grec ou l'art de l'embrouille

Depuis 2010, la Grèce fait la une des médias aux ordres, du Nord comme ceux du Sud, de l'Est comme ceux de l'Ouest. Le chœur des bourreaux est assourdissant, relayé, amplifié, démultiplié aux quatre coins de la planète. Il diffuse, sans relâche, une infinité de variétés d'une seule et même version du «cas grec».

D'un côté, des créanciers (sic !) stricts et qui certes, donnent de temps à autre de la voix mais qui savent aussi se montrer magnanimes et surtout patients. De l'autre, un débiteur retors et irresponsable sorti droit d'une fable de La Fontaine, genre la cigale et la fourmi, par exemple, et qui abuse de la générosité européenne. En réalité, en plongeant la Grèce dans la spirale infernale de l'endettement, l'Union européenne et le FMI se sont construit la relation créancier-débiteur appropriée pour mettre ce pays sous tutelle.

Dans un bureau de vote d'Athènes.

Car c'est de soumission qu'il s'agit. Dès lors que la Grèce avait endossé la camisole de l'Union européenne, elle ne pouvait qu'en endosser aussi les conséquences. Notamment des «propositions qu'elle ne peut refuser».

Elle devient justiciable des règles du jeu de l'Union européenne et notamment de son «tribunal» financier» qui peut lui imputer, à «huis clos» pour ainsi dire, le crime de déficit budgétaire et d'endettement public. L'engrenage infernal de la soumission au diktat des banksters internationaux est installé.

Le scénario du hold-up mis en place par les «usuriers des temps modernes» accepté, il faut alors emprunter à des taux d'enfer pour payer la dette ; réduire ses déficits pour emprunter ; tailler dans les dépenses publiques pour réduire les déficits ; abaisser les salaires, les prestations sociales et «réformer» les retraites pour réduire les dépenses publiques.

Et quand c'est fini, ça recommence, comme le dit la vox populi. Autant de mesures qui appauvrissent les ménages, obscurcissent les perspectives économiques et incitent les agences de notation à dégrader les titres de la dette souveraine… D'abord présentée aux Etats, la facture adressée par les banques pour le prix de leur propre impéritie échoit alors à son destinataire final : les salariés.

Tout ceci par un simple jeu d'écritures car ce fameux argent des banques occidentales destiné à «aider» la Grèce leur revient directement à plus de 90% et parfois dès le lendemain, comme le signale pertinemment un député du Parti Syriza qui fait remarquer, en outre, que par les prêts accordés en Grèce en 2010, ce sont plutôt les banques françaises et allemandes qui ont été sauvées.[4]

On comprend d'autant mieux la supercherie que l'Algérie, pour payer sa dette extérieure qui s'élevait à 17 milliards de dollars en 1985, a payé, durant les huit années qui ont suivi, 61,1 milliards de dollars, soit trois fois et demi plus.

Malgré cela, le montant total de sa dette a continué à croître, dépassant les 26 milliards au début de 1994[5]. Le prétexte de la dette a servi d'instrument de démantèlement de tout l'effort de développement national des décennies passées.

Une leçon à méditer en Algérie, aussi

La supercherie européenne

Le peuple grec paye le coût des choix des partis «socialiste» et de la droite : coûts cumulés de l'intégration à l'Union européenne, de l'adhésion à l'Euroland, la zone Euro, des engagements militaires au sein de l'OTAN. Les filets étaient tendus, prêts. La Grèce va profiter des avantages d'une économie européenne puissante, proclamaient-ils, alors, à l'unisson.

L'Europe ouvre aux firmes grecques un marché énorme. Quelle chance, disaient-ils, la plupart des pays de l'Europe ne produisent pas la gamme avec laquelle la Grèce peut approvisionner l'Europe. La Grèce pays à prépondérance agricole s'était, alors, engagée à baisser de cinq fois sa production agricole pour s'ajuster à la fameuse PAC (politique agricole commune).

Les petites entreprises grecques se sont d'un coup retrouvées exposées à la concurrence d'entreprises multinationales, sur leur propre marché national désormais non protégé. Du fait de leur taille, elles n'avaient aucune chance de se maintenir. Des branches importantes de l'industrie ont été mises sur la voie du déclin après avoir fait les frais d'une forte pression concurrentielle et subi des restructurations (ex. : textile, habillement, métallurgie, construction navale et fabrication d'autres moyens de transport).

Conséquence : augmentation rapide des importations depuis l'UE et accroissement du déficit de la balance commerciale. La Politique agricole commune (PAC) a mené la balance des paiements agricoles de la Grèce d'un surplus de 9 milliards de drachmes en 1980 à un déficit de 3 milliards d'euros en 2010, faisant de ce pays un importateur de denrées alimentaires. Son tissu productif national ayant été affaibli et fragilisé, la Grèce va importer plus qu'elle n'exporte. Résultat : le déficit commercial de la Grèce se creuse structurellement ; il va contribuer au gonflement de sa dette extérieure publique et privée.

Le coût du transfert de souveraineté : les politiques nationales sont guidées par Bruxelles

Les Etats membres ne sont plus libres d'agir dans des domaines-clés de la souveraineté tels que ceux de la monnaie, du budget, du taux d'intérêt, de la fiscalité.

Si un pays a besoin d'une politique monétaire plutôt restrictive (hausse des taux d'intérêt), afin de combattre l'inflation, ou inversement d'une politique monétaire expansive (baisse des taux d'intérêt) pour relancer la croissance et stopper la déflation, c'est totalement impossible car il y a une seule banque centrale, c'est la BCE. Les Etats ne peuvent pas emprunter auprès de la BCE, au nom de l'orthodoxie monétaire qui prévaut dans la zone euro, ils doivent se financer sur les marchés financiers, à des taux incertains, ce qui va entraîner l'augmentation du poids de la dette. En intégrant la zone Euro, l'Etat grec s'est dessaisi au profit des autorités de Bruxelles des instruments de politique économique : les instruments les plus puissants de la politique économique au soutien de l'activité, en particulier la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique des revenus, le contrôle des prix et le contrôle des changes.

Il n'est pas en mesure d'opérer les ajustements que la conjoncture intérieure requiert. Ainsi, pour résorber ses déséquilibres, la Grèce ne peut plus dévaluer sa monnaie, elle est prisonnière de l'euro. Une vraie camisole de force.

Au boulet européen, il faut ajouter celui de l'Alliance atlantique. Les dépenses militaires de la Grèce en 2009 s'élevaient à 4% du PIB, comparées au 2,4% de la France et au 1,4% de l'Allemagne. C'est la résultante des dépenses massives dans les programmes d'armement et les missions (ex. : Bosnie, Afghanistan) dans le cadre des plans de l'Otan. Gros consommateur d'armements, la Grèce achète 15% des ventes d'armes allemandes. L'intégration de la Grèce à l'UE et à la zone euro dans le contexte du degré élevé d'inégalité de développement que ce pays accuse par rapport aux autres Etats membres s'apparente, en fait, à la soumission à une forme de relations de type néo-colonial dont l'expression sont ces marques de «tiers mondisation» qui caractérisent aujourd'hui ce pays. L'annonce du référendum par le gouvernement Tsipras agite l'armada de la guerre sociale mobilisée sous le drapeau de la troïka qui déploie tous les moyens pour maintenir la Grèce dans ce statut. L'enjeu du référendum grec du 5 juillet 2015 n'est pas, en effet, de négocier une amélioration de ce régime d'exploitation mais sa suppression pure et simple. La portée du non du peuple grec dépasse largement, de ce fait, les frontières du pays hellène pour produire ses effets y compris dans notre pays.

A. R.

1) Cf. *Le Monde* du 27 mai 2008.
2) En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/06/30/crise-grecque-8-plans-d-austerite-depuis-2009-4-gouvernements-2-plans-d
3) http://www.gcgi.info/index.php/blog/390-the-economic-consequences-of-mrs-thatcher-lo Source : www.mediapart.fr
4) Stélios Kouloglou : la Troïka fomente un coup d'Etat silencieux contre la Grèce http://www.solidariteetprogres.org/institut-schiller-kouloglou-troika-grece.html
5) Cf. Ahmed Akkache, L'Algérie devant la mondialisation, Editions IAIG, Alger, p.85.